



DEPARTEMENT  
DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PAYS DU MONT-BLANC

DECISION DU PRESIDENT  
N°58/2025

**Objet** : Attribution du marché n°2025-06/PATRIM – Conception et réalisation d'une nouvelle structure artificielle d'escalade de bloc au centre sportif du Fayet

**Auteur de l'acte** : Jean-Marc PEILLEX, Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Le Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

**Vu** le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 relatif aux délégations de pouvoirs pouvant être consenties par le Conseil Communautaire au Président,

**Vu** les délibérations n°2021/078 du 02 juin 2021, n°2022/086 du 29 juin 2022 et n°2023-088 du 28 juin 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

**Vu** le Code de la Commande Publique,

**Vu** la consultation lancée le 18 février 2025 pour la conception et réalisation d'une nouvelle structure artificielle d'escalade de bloc au centre sportif du Fayet, dont la publicité a été assurée sur la plateforme AWS - Dauphiné annonces légales,

**Considérant** que la date de remise des offres était fixée au 14 mars 2025 à 12h00,

**Considérant** que 5 plis ont été reçus dans les délais,

**Considérant** les critères de jugement et de classement des offres prévus par le règlement de consultation, à savoir, valeur technique 60% et prix de l'offre 40%,

**Considérant** l'analyse des offres reçues en application des critères énoncés ci-dessus,

**DECIDE**

**Article1** : D'attribuer le marché pour la conception et réalisation d'une nouvelle structure artificielle d'escalade de bloc au centre sportif du Fayet au prestataire suivant :

- GRIMPOMANIA, pour la somme de 73 900,00 € H.T. / 88 680,00 € T.T.C.



Article 2 : De signer les marchés dont les conditions d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet,
- Monsieur le Trésorier,

*En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire*

Fait à Passy, le **12 MAI 2025**



**Le Président,  
Jean-Marc PEILLEX.**